

CONGRES INTERDISCIPLINAIRE D'ETUDES AFRICAINES L'AFRIQUE DANS LE MONDE

Seconde édition, 19-20 octobre 2023, en ligne

Pour le lien Zoom merci de vous enregistrer au

<https://forms.gle/RyWEu3Pr9ska6py88>





SCAN ME

COAFRO 2023

CONGRÈS INTERDISCIPLINAIRE DES ETUDES AFRICAINES
Seconde édition, 19-20 octobre 2023
Format hybride, à Bucarest / en ligne

INTERDISCIPLINARY CONGRESS OF AFRICAN STUDIES
Second edition: October 19-20, 2023
Hybrid Format, in Bucharest / online



INTERDISCIPLINARY CONGRESS OF AFRICAN STUDIES AFRICA IN THE WORLD

Second Edition, October 19-20, online

For the Zoom link please registre at <https://forms.gle/RyWEu3Pr9ska6py88>)

PROGRAMME DE LA CONFERENCE

CONFERENCE PROGRAM

[Les références aux heures sont celles de Bucarest, Roumanie / Time references are to Bucharest, Romania.]

JEUDI, 19 OCTOBRE / THURSDAY, OCTOBER 19

9:00-9:20 – Ouverture des travaux par les représentants des trois partenaires : Université de Bucarest, Université Babeş-Bolyai de Cluj et Université de l'Ouest de Timișoara

9:30-10:50. SESSION / PANEL 1 : THE EAST-SOUTH COOPERATION DURING THE COLD WAR AND ITS AFTERMATH

- **Nikša Minic**, *Relations between Yugoslavia and Libya 1969-1980*
- **Virgiliu Pop**, *The Cosmonaut and the Dancer in Ghana: Duel of the Stars*
- **Adrian Netedu**, *Romania and Africa. Academic Connections and Exchanges During the Communist Period*
- **Domnica Gorovei**, *Romania's Cultural Relations with Western Francophone African Countries in the 60s and 70s*

11:00-12:50. SESSION / PANEL 2 : SECURITE ET COOPERATION INTERNATIONALE

- **Nadège Ludvine Tedongmo Epse Kaman**, *Les grandes puissances et la lutte contre l'insécurité maritime dans le Golfe de Guinée : entre volonté de sécurisation et logiques de positionnement*
- **Jean-Marie Katubadi-Bakenge**, *Ubuntu comme pratique de gouvernementalité dans la construction de l'Etat sécuritaire en Afrique*
- **Florent Munenge Mudage**, *Le devenir de la coopération Union Européenne-Union Africaine dans le Sahel post putsch*
- **Abdoul Sogodogo et Niandou Toure**, « *On veut la Russie* ». *Coups d'État, opinions publiques et reconfiguration des alliances stratégiques internationales des États sahéliens d'Afrique de l'Ouest*
- **Léonard Balangalire Mugurha**, *L'Afrique et le Yalta technologique. La nécessité d'une politique commune de l'intelligence artificielle(AI) militaire*

13:00-14:20. CONFERENCIER PRINCIPAL / KEYNOTE SPEAKER

En partenariat avec l'Institut diplomatique roumain / In partnership with the Romanian Diplomatic Institute

- **Rafaa Ben Achour**, Professeur émérite, Université de Carthage, *Cour africaine des droits de l'homme et des peuples, La contribution de la CAfDHP à la protection de l'État de droit dans les États africains*
- En dialogue avec conf. Simona Corlan-Ioan, directrice de l'Institut des études africaines, Université de Bucarest et prof. Cristian Preda, doyen de la Faculté de Sciences Politiques, et un représentant de l'IDR

14:30-15:50. SESSION / PANEL 3 : LA FRANCAFRIQUE - PERPETUATION ET CONTESTATION

- **Ayabavi Linda Ophélie Comlan Sessi**, *De la coopération à la haine de la France et des Français : vers un nouveau paradigme sécuritaire dans le Sahel?*
- **Ivon Mingashang**, *Les effets du traumatisme colonial sur la perception de modèles du développement économique en Afrique*
- **Romairic Lucien Badoussi**, *Les nouveaux défis de la présence française en Afrique de l'Ouest*
- **Bourdjolbo Tchoudiba**, *La politique à géométrie variable de la France en Afrique et leurs impacts sur les dynamiques politiques récentes dans un contexte de redéfinition de l'ordre mondial : cas de la position de la France dans la crise tchadienne après la mort de Deby*

16:00-17:50. SESSION / PANEL 4 : REGIMES ET CRISES

- **Clotaire Djepatar**, *L'Afrique vue par les présidences et les rues depuis 1960-2023*
- **Simeon Barumwete**, *Le tournant de la démocratie en Afrique : montée du nationalisme autoritaire*
- **Soukaina Hamamat**, *La diplomatie africaine et la promotion de la démocratie : l'impact des médias et des réseaux sociaux sur les mouvements politiques au Niger et au Gabon*
- **Hans Gerold Sorhel Moukagni Moukagni**, *Comment les coups d'Etat en Afrique intègrent la nouvelle guerre froide*
- **Jean Emmanuel MINKO**, *Le positionnement de la digitalisation de la violence politique par les clandestins politiques dans la crise sociopolitique anglophone au Cameroun*

18:00-19:50. SESSION / PANEL 5 : L'AFRIQUE DANS UN MONDE MULTIPOLAIRE

- **Joseph Munyabeni Nyembo**, *L'Afrique dans le monde aujourd'hui: choix difficile entre l'Empire américain et l'Empire russe*
- **Amadou Souleymanou**, *Le multilatéralisme dans la politique africaine de la Chine: sens et puissance (1955-2021)*
- **Pascal Niyonizigiye**, *L'Afrique face à la « nouvelle guerre froide » : une opportunité de choix alternatif dans la nouvelle grammaire des relations internationales.*
- **Didier Julien Awono Ambassa**, *Vers un repositionnement politique de l'Afrique sur la scène internationale : sombres précurseurs d'une (dé)construction de l'ordre hégémonique à partir la gestion du conflit anglophone au Cameroun*

VENDREDI, 20 OCTOBRE / FRIDAY, OCTOBER 20

9:30-10:50. SESSION / PANEL 6 : CONFLITS : CAUSES ET CONSEQUENCES

- **Zahir Hadibi & Musette Saib Mohamed**, *Conflits frontaliers et déplacements forcés en Afrique*
- **Andreea Bianca Urs**, *Comment parler du mouvement rebelle M23 au milieu d'un conflit sanglant en cours ?*
- **Arnold Nyaluma Mulagano avec Steeve Kalumuna Basimane, Sosthène Mashagi, Odile Bapolisi Ndjovu**, *Les ressources naturelles de la RDC dans ses rapports avec les nations. Hier, aujourd'hui et demain*
- **Valéry Ntwali**, *La surmilitarisation de l'Est de la RDC au prix de l'impératif de paix : quelles stratégies pour quel résultat dans la neutralisation des groupes armés ?*

11:00-11:50. Lancement du livre

- Philippe Baqué, *Un Nouvel Or noir – Le pillage des objets d'art en Afrique*, (Agone, Marseille, France, 2021)

12:00-13:20. SESSION / PANEL 7 : L'EUROPE DE L'EST, LA GUERRE EN UKRAINE ET L'AFRIQUE

- **Sergiu Mişcoiu**, *Sécurité régionale dans le contexte de la crise ukrainienne*
- **Sylvestre Noa**, *L'Afrique au cœur des stratégies de puissance : lecture actualisée à partir du conflit militaire russo-ukrainien*
- **Netton Prince Tawa**, *L'Afrique et l'« opération militaire spéciale » de la Russie en Ukraine*
- **Ferdinand Mbirigi**, *L'ambivalence des Etats africains face au différend russo-ukrainien et aux atrocités de masse subséquentes*

13:30-14:50. SESSION / PANEL 8: DEVELOPMENT : CHALLENGES AND PROSPECTS

- **Kouyate Souleymane**, *Europe-Africa Relations Under the Prism of Françafrique : the Revolt of "the Voiceless"*
- **Avraham Cohen**, *Sub-Saharan vs East-European Countries: Comparison by Economic Potential over 1992 – 2018*
- **Policarpo Gomes Caomique**, *Sino-African Cooperation and the Challenges of Self-Centered Development in Africa*
- **Geoffrey Nwaka**, *Towards Decolonizing African History, International Relations and Vision of Development*

15:00-16:50. SESSION / PANEL 9 : IDENTITES ET MOBILISATIONS

- **Essodina Bamaze N'Gani**, *L'impératif de libération des femmes africaines sous l'impulsion du mouvement des femmes et du féminisme : « libérer » ou « se libérer » ?*
- **Toni-Giovanni Pegurri**, *Deux manières d'être étranger au village : politiques foncières post-coloniales et construction des identités communautaires en Côte d'Ivoire*
- **Aimé Igiraneza**, *Le rôle des institutions de microfinance dans la fidélisation des Associations Villageoises d'épargne et de crédit des femmes burundaises affectées par la pandémie de Covid-19 : cas de la ville de Bujumbura Mairie*
- **Moïse Tchingankong Yanou**, *À la recherche de l'identité de la diaspora camerounaise dans l'idée du « vivre ensemble » au pays d'origine*
- **Prisca Assiene**, *Les jeunesses africaines dans les relations internationales avec l'Afrique. Du déclassé au positionnement d'une catégorie politique.*

17:00-18:20. SESSION / PANEL 10 : GOVERNANCE AND PUBLIC POLICIES

- **Nkeke Delphine Ajibade Oluseun**, *The Role of Official Bilingualism and Translation in Nation Building in Cameroon*
- **Donald Peter Chimanikire**, *Democratic Governance in Africa: the Case of Proportional Representation System.*
- **Krossy Mavakala**, *Covid-19 and Bushmeat in Kinshasa. Analysing the link between the Two Through the Online Media in a Lockdown Period*
- **Diana Stoica**, *Alternative Reading on Mobility and Marginality, from the Perspective of Pastoralism. The African "Philosophy of Movement", from Achille Mbembe and Beyond*

18:20-18:30: Clôture de la conférence

RESUMES / ABSTRACTS

CONFERENCIER PRINCIPAL / KEYNOTE SPEAKER

RAFAÂ BEN ACHOUR (professeur émérite)

Université de Carthage, Tunisie et Cour africaine des droits de l'homme et des peuples ; rafaab.enachour@gmail.com

La contribution de la CAfDHP à la protection de l'État de droit dans les États africains

Saisie de plusieurs requêtes émanant d'individus et d'ONG relativement au déroulement des élections et règles démocratiques, la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples (CAfDHP) a émis plusieurs arrêts précisant les règles essentielles des élections, de la bonne gouvernance et de la démocratie à la lumière des instruments pertinents en vigueur en la matière notamment la Charte africaine des élections, de la gouvernance et des élections.

PRESENTATIONS

NIKŠA MINIĆ

University Juraj Dobrila Pula, Croatie; niksa.minic@gmail.com

Relations between Yugoslavia and Libya 1969-1980

The beginnings of diplomatic relations between Yugoslavia and Libya date back to the mid-1950s, but during the reign of King Idris, political cooperation between the two countries lagged significantly behind economic cooperation. With Muammar Gaddafi coming to power on September 1st 1969, the political cooperation between Yugoslavia and Libya will feel a huge momentum. The members of the Revolutionary Command Council, in their first official statements, pointed out that Libya, in relation to the Idris regime, will be a more active participant in solving the crisis in the Middle East, provide unreserved support to the Palestine Liberation Movement, and build diplomatic relations with other countries depending on their attitude towards the Palestinian issue. Due to its non-aligned foreign policy orientation and understanding of the Palestine issue in the Middle East crisis, Yugoslavia proved to be a very acceptable partner for the Gaddafi regime. On the other hand, it was important for Yugoslavia that the Revolutionary Command Council expressed its intention to maintain good relations with all countries based on the principles of non-alignment, mutual respect and non-interference in the internal affairs of other countries. During the 1970s, in addition to political cooperation, mutual economic cooperation was also intensified, not only due to more frequent meetings between the Yugoslav and Libyan heads of state, but also due to the meetings of the prime ministers and representatives of political and economic organizations of both countries, which established a more long-term and systematic mutual cooperation. This development of mutual cooperation elevated Libya to the position of one of Yugoslavia's most important economic partners in Africa and among developing countries. The meetings between the Yugoslav and Libyan heads of state and their mutual conversations pointed to the existence of equal positions on many international issues, but also different opinions on certain topics, mostly on the definition of non-aligned politics and the criteria according to which a country can become a member of the Non-Aligned Movement.

VIRILIU POP

West University of Timișoara, Romania; virgiliu.pop@gmail.com

The Cosmonaut and the Dancer in Ghana: Duel of the Stars

During most part of the second half of the last century, the Soviet Union and the United States were engaged in a cold war aimed at winning the allegiance of the uncommitted nations - many from Africa. An important number of battles for the minds and hearts of the citizens of the so-called „third world” took place in outer space, through and during the „Space Race” but also by using the cosmonauts and astronauts as globetrotting emissaries of the communist, respectively western way of life - with many African destinations on their agenda. Started by the Soviet Union, the custom of sending space farers as cultural diplomats was matched only later by the United States, who, until then, used musicians as „jazz diplomats” in their cultural diplomacy efforts. This presentation will showcase an episode in this transition period whereby, in January 1964, the USSR sent the world’s first female spacefarer, cosmonaut Valentina Tereshkova, to Ghana, and the United States retaliated by sending, in the same time, dancer and actor Gedne Kelly to the same African country.

ADRIAN NETEDU

University Alexandru Ioan Cuza of Iași, Romania; netedu_adrian@yahoo.com

Romania and Africa. Academic Connections and Exchanges During the Communist Period

The presentation is made by Adrian Netedu on behalf of the research team Simona Corlan Ioan, Elena-Irina Macovei (University of Bucharest), Mihai Dinu Gheorghiu, Adrian Netedu, Carmen Olaru (University Alexandru Ioan Cuza of Iași, Romania). Starting with the early 1970s, following several visits of Nicolae Ceausescu in African countries and the signing of trade, economic and cultural aid agreements with these countries, the presence of African students has become increasingly visible in Romania. Until the end of the regime in December 1989, their number, countries of origin and the choice of specialties studied have varied significantly for political or economic reasons. The increasing number of African students confirmed the internationalization of higher education in communist countries and yet a more significant presence of Romania in African states.

DOMNICA GOROVEI

University of Bucharest, Romania; domnica.gorovei@unibuc.ro

Romania’s Cultural Relations with Western Francophone African Countries in the 60s and 70s

In the context of the global Cold War, the image about the developing world (Global South, Third World), in the Romanian Marxist-Leninist reading of history emphasized the fight against colonialism since the 50s and afterwards the fight against the racist regime in Southern Africa. Thus, after the African independences (although there were prior exchanges as shown by Iacob 2022, Cuvelier 2021), the communist regime immediately recognised the new states and established relations with them. Although absent from the ceremonies of independence, Romania prioritized in a third phase the representation at level of embassy, in order to better

develop the - main - economic interests. This third stage played also an important role for the prestige of Bucharest at the international level but has not been too successful, as the principle of reciprocity guided this dialogue and the new African states often lacked the resources to open an embassy in Bucharest (as shown for example by the Senegalese case). To this official political dialogue we must add the soft diplomacy dimension, as it was a must-have element of the bilateral agreements signed by Romania with these new states, the framework for the exhibitions, conferences, exchanges organised in the 70s, with highlights in the context of high-level visits. These encounters with different cultures show an aloof “otherness” from a geographical, historical, and societal perspective, but at the same time this “fraternity” from the ideological perspective. We will retrace the main elements from two types of sources: on one hand published material in Romania (press and books) and on the other hand the official dialogue as shown by archival materials. This dual perspective will permit us to emphasize the way in which information about cultural exchanges is presented in the public space via newspapers (“Romania Libera”, “Scinteia”, “Lumea”, “Contemporanul”, “Secolul 20”) and on the other hand by the diplomatic and political archives (National Archives of the CC of PCR and of the MFA). A special attention will be given to the books published in this period in Romania, as for example in 1960 – presented as the Year of Africa - is translated the referential book of the Senegalese writer Ousman Sembene, *O, pays, mon beau peuple!* (under the name *Umar și Isabelle*).

NADÈGE LUDVINE TEDONGMO EPSE KAMAN

Université de Dschang; miklanche@yahoo.fr

Les grandes puissances et la lutte contre l'insécurité maritime dans le Golfe de Guinée: entre volonté de sécurisation et logiques de positionnement

Les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne, la Chine et le Brésil sont parties prenantes de la sécurité maritime dans le Golfe de Guinée. Confrontés à l'insécurité maritime grandissante et à leur impact sur le commerce international et la navigation maritime, ces acteurs internationaux, impliqués économiquement dans la région, ont pris position aux côtés des États pour combattre les menaces grandissantes. Leur contribution à la sécurisation a été aussi bien stratégique qu'opérationnelle. Si quantitativement, cette aide est appréciable, sur le plan qualitatif, elle soulève de nombreuses interrogations. À bien y regarder, il se dégage une certaine confusion, un enchevêtrement d'actions, des duplications de tâches qui amènent à s'interroger sur les motivations des différentes puissances. L'objectif de cet article est d'éclairer sur la compétition qui semble se nouer autour de la lutte contre l'insécurité maritime dans le Golfe de Guinée. Cette recherche prend appui sur la littérature dense au sujet de la sécurisation maritime du Golfe de Guinée mais aussi sur des interviews des acteurs de terrain. L'article établit que l'implication manifeste des partenaires internationaux dans la lutte contre l'insécurité maritime cache mal les luttes de positionnement qui ont cours dans cet espace. Il examine les interventions des uns et des autres en faveur du rétablissement de la paix, discute des motivations profondes qui fondent les logiques concurrentielles et dégage les implications sur le Golfe de Guinée. Ces résultats montrent que les puissances sus mentionnées font pression non seulement pour dominer, mais aussi pour obtenir des positions stratégiques en tant que partenaires privilégiés.

JEAN-MARIE KATUBADI-BAKENGE

Université du Lac Tanganyika ; jeanmariekatubadibakenge@gmail.com

Ubuntu comme pratique de gouvernementalité dans la construction de l'Etat sécuritaire en Afrique

L'objectif de cette communication consiste à montrer qu'Ubuntu est un des leviers d'action sur lequel l'Afrique peut s'appuyer pour rendre existante la gouvernance de la sécurité grâce à laquelle elle sera à mesure de faire face aux défis et enjeux sécuritaires de ses populations.

Cette recherche utilise l'approche de triangulation dont les composantes sont les analyses systémique, heuristique et philosophique. L'analyse systémique étudiera la problématique de la gouvernementalité et de la sécurité sous la dynamique autonome du système et de mobilisation des acteurs politiques. L'angle heuristique mettra à profit la quadruple analyse "dialectique, interactionniste, dialogique et historique" pour la décrypter. L'analyse philosophique y réfléchira en l'articulant à l'Ubuntuologie, entendue ici comme néologisme, science d'Ubuntu, c'est-à-dire de l'homme remède de l'homme ou "le collectif humain solidaire". Considéré ainsi, Ubuntu renvoie à l'appartenance à la communauté des hommes, à l'unicité de la nature humaine, à la coopération et au partage. La philosophie d'Ubuntu est l'art de vivre dont je me servirai pour étudier la sécurité sociale dans le contexte africain. Du coup, la perspective insufflée à cette communication sera endogène. Elle en montrera la pertinence de l'articulation de notre situation autochtone avec la réalité allogène. Car, dans le contexte de cette investigation, particularité/localité et universalité/globalité sont complémentaires. Aussi vais-je, pour dialectiser ces « incoordonnables », (i) débattre de la question d'Ubuntu pour en saisir toute la sémantique et en proposer une rationalisation, (ii) discuter de la gouvernementalité dont l'analyse se focalisera sur la thanatocratie et la biocratie. Ces thèmes soulèveront logiquement la question de leadership politique et de démocratie en Afrique, (iii) débattre de la sécurité dont l'étude portera sur le pouvoir souverain, disciplinaire et sécuritaire.

FLORENT MUNENGE MUDAGE

Université Officielle de Bukavu. DRC ; mudagenakabaja@gmail.com

Le devenir de la coopération Union Européenne-Union Africaine dans le Sahel post putsch

Depuis l'an 2014, l'UE s'impose comme un partenaire majeur et incontournable dans la région dite Sahel sous le label d'une coopération à la fois fondée sur le partenariat politique, l'aide au développement et le soutien à la sécurité et à la stabilité. Membre de l'Alliance du Sahel, l'UE tente tant bien que mal d'accompagner les pays de la région à relever les défis liés à l'insécurité djihadiste/terroriste, l'extrême pauvreté, le réchauffement climatique et la migration, la criminalité organisée et le trafic d'organes. Face à ces maux, la réponse de l'UE se résume dans les quatre piliers de la coalition: la lutte contre les groupes terroristes, le renforcement des capacités de forces loyalistes des Etats de la région, le soutien aux actions de l'Etat et à l'administration territoriale et enfin l'aide au développement. Mais, depuis 2021, un vent des coups d'Etat souffle dans trois des cinq États (Mali, Burkina-Faso et Niger) qui compose l'alliance avec comme incidence, le sentiment anti-français croissant (ancienne métropole et lobbyiste de la région dans les instances de l'UE) poussant ainsi à la compromission des engagements et activités de l'UE dans cette partie de l'Afrique. Cette situation jette un discrédit sur le devenir de la coopération UE-UA tout en occasionnant un tourbillon de la néo-guerre froide sur le continent et à la croisse des nouveaux partenaires de l'UE. Partant de ce qui

précède, cette communication se veut être un outil pour comprendre les mécanismes et les principes de coopération actuelle entre UE-UA dans la région du Sahel et l'impact des mutations géopolitiques et géostratégiques que drainerait cette coopération. A ce titre, elle vise à analyser la forme et la nature de la coopération multilatérale UE et le G5 Sahel post putschs au Mali, au Burkina Faso et au Niger dans une perspective de rivalité entre l'Europe et la Russie d'une part et d'autre part, souligner le nouveau rôle stratégique de la Russie dans la région.

SOGODOGO ABDOUL et TOURE NIANDOU

Université des sciences juridiques et politiques de Bamako, USJPB, Mali;
toureniandou@gmail.com

« On veut la Russie ». Coups d'État, opinions publiques et reconfiguration des alliances stratégiques internationales des États sahéliens d'Afrique de l'Ouest

Les pays sahéliens d'Afrique de l'Ouest ont enregistré six coups d'État en à peine trois ans – deux au Burkina Faso, en 2022; deux au Mali, en 2020 et en 2021; un en Guinée, en 2021 (Tine, 2022); et un au Niger, en juillet 2023 – portant des autorités militaires à la tête de la majorité des pays de la région, un fait inédit depuis plus de trois décennies. Ces différents coups d'État, généralement analysés comme le symbole d'une contestation des pouvoirs démocratiquement élus qui sont accusés, entre autres, d'être corrompus et de s'être montrés incapables de lutter contre l'insécurité (Mohamadou, 2018), ont au moins deux traits communs : d'un côté, la remise en question des relations bilatérales avec l'ancienne puissance coloniale française, et de l'autre, un appel à la diversification des partenariats de coopération internationale avec la mise en œuvre de nouvelles alliances, notamment avec la Fédération de Russie. Ces « changements » en matière de politique étrangère interviennent dans un contexte marqué par deux évolutions historiques majeures: la très notable perte d'influence de la France dans la région, symbolisée par l'échec de son intervention militaire au Mali (Pérouse de Montclos, 2019 ; Antil, 2020), et le nouveau rôle que la Russie ambitionne de jouer dans la région (Koungou, 2023 ; Vassil, 2022), et dont le principal avatar au Sahel est également le Mali (Mahé, 2022). Ce que l'on a désigné plus haut comme des « changements » s'est rapidement mué en une véritable reconfiguration des alliances stratégiques nouées par les États ouest-africains du Sahel, dont les autorités exigent en priorité la liberté de « diversifier » leurs partenariats en matière de sécurité et de défense. Au Niger, dernier pays touché par ces coups d'État en cascade, des milliers de soutiens de la nouvelle junte ont demandé la fin de la collaboration avec la France et l'instauration d'un partenariat avec la Russie, scandant « on veut la Russie » dans les rues de Niamey (Poyet, 2023). Ce faisant, l'opinion publique nigérienne, du moins une partie d'entre elle, semble rallier la position affichée par les opinions publiques des autres pays de la région. Dès lors, comment analyser ce positionnement et, plus généralement, les mutations en cours dans les alliances stratégiques des pays du Sahel face au renouveau de l'opposition dans la région entre la Fédération de Russie et le bloc occidental? Afin de répondre à cette question, notre communication orale, qui s'inscrit dans la continuité des travaux en relations internationales sur le Sahel, entend proposer une présentation des reconfigurations en cours dans les pays du Sahel, en particulier ceux du G5 Sahel (Antil, 2018). Pour ce faire, nous nous appuyons, d'un côté, sur l'ensemble des matériaux disponibles pour une étude ayant pour objet des faits d'actualité (articles de presse, déclarations des parties prenantes), et de l'autre, dans une démarche de science politique, de relations internationales et d'histoire, sur les travaux académiques en lien avec la question (littérature spécialisée, divers documents d'archives, etc.).

LÉONARD BALANGALIRE MUGURHA

Université de Lubumbashi, RDC; mugurhabal@gmail.com

L'Afrique et le Yalta technologique. La nécessité d'une politique commune de l'intelligence artificielle (AI) militaire

L'apparition de la robotique et l'intelligence artificielle(AI) avec leur développement si important et si rapide permettent de constater quotidiennement l'omniprésence des nouvelles technologies dans les événements qui affectent notre société. Elles ne sont plus que des moyens neutres d'une fin indépendante (se déplacer, travailler, se divertir, faire la guerre, etc.) : elles façonnent aussi les fins et les transforment. Si la poudre à canon a rendu possible le colonialisme, l'arme nucléaire a structuré la société internationale dans la seconde partie du XXe siècle, la robotisation militaire influence non seulement la manière de faire la guerre, mais les politiques étrangères. Elle vient mettre sans doute fin au « Yalta nucléaire » pour un « Yalta technologique ». A ce jour où, le débat est porté sur la mise en place d'une stratégie robotique globale de défense bien que les concurrents américains, chinois et russes ont une position partagée face à l'Europe, en estimant que l'Europe doit concentrer ses efforts de développement dans le domaine de « l'IA éthique et responsable » et qu'elle a beaucoup à apporter à la communauté internationale, mais qu'elle ne doit pas s'aventurer dans le domaine de l'IA de défense et des systèmes semi ou totalement autonomes. En Afrique, aucune initiative de pareil jusque-là, pourtant détentrice des atouts nécessaires pour jouer un rôle canalisateur de ce nouvel ordre mondial. Seuls les Etats du Maghreb se sont orientés dans les domaines de la recherche et du développement de technologies d'armement. Ainsi, la présente étude qui ambitionne de dégager l'impact de l'IA militaire sur l'ordre mondial contemporain, insiste sur la nécessité d'une politique commune de l'intelligence artificielle (AI) militaire africaine de par la Commission de l'Union africaine. Cette dernière préservera à l'Afrique le risque de ne pas subir l'ordre technologique à l'image de l'ordre colonial et du « Yalta nucléaire » et de participer à la compétition intense sur la programmation de l'IA entre les grandes puissances dans la supériorité technologique.

AYABAVI LINDA OPHÉLIE COMLAN SESSI

L'Institut de Gouvernance, des Sciences Humaines et Sociales de l'Université Panafricaine à Yaoundé 2 Cameroun; comlansessi@gmail.com

De la coopération à la haine de la France et des Français: vers un nouveau paradigme sécuritaire dans le Sahel?

Au Mali, en Guinée, au Burkina Faso et, récemment, au Niger, les hommes en uniformes ont pris le pouvoir, cornaqués par une liesse populaire manifeste. Des institutions de transition sont mises en place, qui cherchent à s'émanciper des schémas gouvernementaux auxquels l'Afrique postcoloniale était habituée. On assiste à une remise en cause des accords de défense et de sécurité qui les liaient à l'ancienne puissance colonisatrice, la France. Celle-ci, impliquée depuis plus d'une décennie dans la gestion de la crise multidimensionnelle qui menace ruine dans le Sahel aux côtés des régimes institutionnels, ne supporte pas l'avènement au pouvoir des gardes prétoriennes. Il s'ensuit la dénonciation des accords de coopération et d'assistance sécuritaire; la sortie du Mali du G5 Sahel; la rupture des relations diplomatiques entre Bamako, Ouagadougou et Paris ; la demande de retrait des Casques bleus des Nations unies. Cette évolution découle d'un constat notoire, à Bamako, Ouagadougou et à Niamey: l'échec des forces d'intervention étrangères, Barkhane comme la MINUSMA, à endiguer le terrorisme. La situation sécuritaire avant leur intervention est meilleure à celle qu'elles vont laisser à leur

départ. Ces pays ont alors décidé de nouer de nouvelles alliances sécuritaires et diplomatiques et se sont engagés dans une dynamique de mutualisation des stratégies de défense et de sécurité, à travers une politique d'intégration. Une analyse des efforts en cours depuis la rupture avec l'ancienne métropole, intégrant la posture du Burkina Faso, du Mali et de la Guinée face à la menace d'intervention de la CEDEAO contre le Niger, permet de conclure qu'un nouveau paradigme sécuritaire est en train d'émerger dans le Sahel.

IVON MINGASHANG

Université de Kinshasa, RDC; mingashang@yahoo.fr

Les effets du traumatisme colonial sur la perception de modèles du développement économique en Afrique

La position de l'Afrique dans le monde est un sujet d'angoisse existentielle. L'éclat de son historicité auto-constituante est généralement noyé dans les larmes et dans le sang. Un faisceau d'indices affligeants – chômage, crises, conflits, dette, taux de mortalité, etc. – contribue à mettre en évidence le misérabilisme qui l'affecte. Le berceau de l'humanité connaîtrait un destin détourné qui en fait aujourd'hui le tombeau des espérances manquées. Le constat paraît problématique et même polémique. Il engage à un débat de fond sur la pertinence de postures éthiques et idéologiques vis-à-vis de la question du développement économique de l'Afrique. Il semble que du concept combien paradoxal d'aide au très controversé Consensus de Washington, en passant par les fameux programmes d'ajustement structurel, tout ou presque a été tenté. Rien au contraire ne marche convenablement au point de produire des effets escomptés. La grille de lecture basée sur l'évaluation des performances managériales et l'adéquation des structures économiques au marché mondial ne permet plus à titre exclusif de rendre compte du modèle explicatif prépondérant dans les analyses à propos. L'hypothèse implicite à notre intuition est articulée autour des approches intellectuelles et critiques alternatives de nature essentiellement psychologique et psychanalytique développées par des penseurs tels que F. Fanon, A. Césaire, Y. Mudimbe, Kâ Mana, etc. Elles ont pour caractéristique commune de mobiliser l'impensé colonial afin de justifier le poids des séquelles post-traumatiques engendrées par la violence coloniale – tout comme néocoloniale – sur les tentatives du décollage conceptuel et opératoire en faveur d'un modèle de développement qui serait viable par et pour l'Afrique. Le propos sera structuré autour de trois axes: (1) le naufrage de l'identité culturelle du fait de la colonisation; (2) la tendance à l'extraversion dans la recherche du modèle de développement économique viable; (3) les équivoques conceptuelles et structurelles du schéma d'emprunt.

ROMARIC LUCIEN BADOUSI

Université de Parakou; Bénin; rbadoussi@yahoo.fr

Les nouveaux défis de la présence française en Afrique de l'Ouest

L'Afrique de l'Ouest connaît une situation sociopolitique mouvementée. Les coups d'Etat s'enchaînent et les régimes militaires s'installent. Quatre des quinze Etats qui la composent sont dirigés par des militaires arrivés au pouvoir après des coups d'Etat. Les crises politiques précédant les putschs ou qui en découlent créent une situation d'instabilité politique dans la sous-région. Mais ce n'est pas uniquement l'ordre démocratique qui est remis en cause. Au-delà des problèmes politiques internes au Etats, les rapports entre la France et ses anciennes colonies sont en jeu. Dans la foulée des putschs, l'ordre postcolonial voulu par l'Etat français est remis en cause et les nouveaux pouvoirs n'hésitent pas à rechercher des alliances et des partenaires alternatifs, dans le contexte géopolitique international caractérisé par la

contestation de l'hégémonie de l'Occident. Le rejet de la présence française n'est pas uniquement le fait des pouvoirs. Les populations ouest-africaines manifestent de plus en plus, avec véhémence, leur hostilité vis-à-vis de la présence française. Les symboles de l'Etat français sont même visés par des manifestants en furie au Mali, au Burkina Faso et au Niger. Notre communication se situe dans la perspective des relations internationales. Elle fera la lumière sur une nouvelle dynamique des relations internationales impliquant une partie de l'Afrique. Elle vise à éclairer cette phase de la vie politique des Etats et cette tendance des opinions de l'Afrique de l'Ouest. Elle s'efforcera de mettre en exergue les causes de cette situation en s'appuyant sur des données factuelles et historiques.

BOURDJOLBO TCHOUDIBA

Université Paris-Est, Créteil, France; tbourdjolbo@gmail.com

La politique à géométrie variable de la France en Afrique et leurs impacts sur les dynamiques politiques récentes dans un contexte de redéfinition de l'ordre mondial: cas de la position de la France dans la crise tchadienne après la mort de Deby

Premier territoire à se rallier au général de Gaulle en 1940, le Tchad occupe une place à part dans l'imaginaire colonial et militaire français. Charnière entre l'Afrique du désert et celle de la savane, cet Etat africain, bien que fidèle parmi les fidèles à la France, a connu le plus grand nombre d'interventions militaires françaises depuis son accession à l'indépendance en 1960 (France Inter, 2023). Il est de loin l'un des pays d'Afrique le plus ravagé par les conflits politico-militaires. Le dernier en date a conduit à l'assassinat de son 6e Président, le Maréchal Idriss Deby Itno, le 20 avril 2021, suivi par la dissolution de la Constitution et la mise en place d'une Charte de Transition par un groupe de 14 généraux, dirigés par Mahamat Deby, son fils. Une procédure anticonstitutionnelle dont la France, arbitre de toutes prises de pouvoir au Tchad a cautionné pour des raisons qui sonnent comme un dérapage. « La France ne laissera jamais personne ni aujourd'hui ni demain remettre en cause la stabilité et l'intégrité du Tchad ». Tels sont les propos de E. Macron aux funérailles d'Idriss Deby à N'Djamena le 23 avril 2021. Une position surprenante, un deux poids deux mesures qui comme un coup dans la fourmilière aurait contribué à encourager la dernière vague de coups d'Etat en Afrique francophone dans un contexte de l'externalisation du sentiment antifrçais et de l'ouverture vers les nouvelles puissances. Au vu de ce qui se passe, l'on comprend que la France a du mal à lever le pied sur son ancienne méthode de coopération franco-africaine devenue désuète face aux enjeux et défis du développement de l'Afrique qui nécessite de nouvelle approche axée sur le changement de paradigme. Le chien ne change jamais sa manière de s'asseoir. Pourrait-on dire mieux de la position de la France en Afrique francophone, je ne pense pas, car le changement de paradigme tant souhaité pour contrecarrer les concurrences des puissances comme la Russie et la Chine se résume à un blanc bonnet, bonnet blanc de l'ancienne politique française ? La nouvelle politique franco-africaine à travers les récents discours de leurs dirigeants n'a pas assez d'arguments convaincants et s'articule autour des enjeux sécuritaires et de défense en s'appuyant sur la lutte contre le terrorisme alors qu'il existe plusieurs d'autres enjeux et défis. Tels sont les objectifs de cette analyse que nous proposons à travers le cas pratique du Tchad.

CLOTAIRE DJEPATAR

Université de N'djamena Tchad; djepatarclotaire@gmail.com

L'Afrique vue par les présidences et les rues depuis 1960-2023

Cette communication ambitionne analyser les mécanismes de dépendance des dirigeants africains vis-à-vis des partenaires extérieurs et la volonté des rues de voir un changement politique. En effet, l'Afrique a connu depuis des siècles les périodes de troubles caractérisées par la traite négrière en passant par la colonisation au néocolonialisme. Ces périodes ont établi un partenariat entre ce continent et le reste du monde de manière dépendante. Certains partenaires de l'Afrique ou ses pays en font d'eux une chasse gardée, en instaurant leur système politique, en installant leur base militaire, en multipliant des discours contre d'autres nouveaux coopérants, en soutenant les régimes jugés illégaux par les populations et d'autres passent outre ces mesures pour atteindre le continent en passant par les rues (sociétés civiles incarnées par la jeunesse, opposition démocratique ou armée). Au vu de ces phénomènes, il nous paraît évident de dire que l'Afrique est divisée en deux dont l'une incarnée par les dirigeants pris en otage et l'autre placée sous la direction des rues qui aspirent un changement. Cependant, en quoi les palais présidentiels africains restent toujours colonisés et les rues indépendantes? Répondre à cette question a nécessité l'application de la théorie réaliste pour expliquer les rapports de dépendance entre les dirigeants africains avec le monde extérieur et la volonté de la jeunesse de voir un changement. Au plan méthodologique, l'exploitation des données écrites, médiatiques, ainsi que l'observation directe nous ont permis d'obtenir des résultats probants. En termes de résultats, les palais présidentiels africains sont généralement pris en otage par les partenaires extérieurs, mais les rues sont libres et aspirent toujours à un changement.

SIMEON BARUMWETE

Université du Burundi, Burundi; simeon.barumwete@ub.edu.bi

Le tournant de la démocratie en Afrique: montée du nationalisme autoritaire

L'Afrique est en train de subir des mutations politiques de grande envergure. Si dans les années 1990, les régimes militaires, autoritaires et généralement à parti unique étaient monnaie courante en Afrique, ses partenaires occidentaux, bilatéraux et multilatéraux, lui ont imposé un nouvel éthos politique axé sur les réformes politiques et institutionnelles (*state building*) pour restaurer ces Etats qualifiés de « fragiles et de quasi – faillis ». Un nouveau catéchisme pour l'Afrique basé sur la promotion des droits de l'homme, la bonne gouvernance et la démocratie a été élaboré. Quarante ans plus tard, le monde post – bipolaire est devenu multipolaire (USA, Union européenne, Russie, Chine, Inde, Brésil, etc.). Les conventions de coopérations signées à l'indépendance entre la France et ses anciennes colonies sont critiquées et certains pays envisagent de privilégier de nouvelles pistes et de nouveaux pays pour un partenariat gagnant – gagnant.

Dans cette optique, les pays africains semblent construire un nouveau monde et de nouveaux rapports. Aujourd'hui, ce sont les pays sahéliens en lutte contre le djihadisme (Mali, Niger, Burkina Faso) qui sont pionniers. Ils ont opéré des changements de régime par des coups d'Etat contre des présidents démocratiquement élus et veulent tourner le dos à leur ancien partenaire stratégique (France) au profit de la Russie. L'Afrique devient à la fois un enjeu des puissances et un acteur dans la reconfiguration politique du monde. Elle redessine à sa manière une nouvelle carte politique du monde et de nouvelles zones d'influence après celles issues de la conférence de Berlin (1884 – 1885). Ce projet de communication cherche à comprendre la place de l'Afrique dans ce tournant démocratique qui semble remettre en cause la pensée

unique libérale pour finalement redonner la place au nationalisme autoritaire et redorer le blason des militaires en perte de leur aura et de leur légitimité à gouverner dans le monde post – bipolaire.

SOUKAINA HAMAMAT

Paris-Est Sup, France; hamamat.soukaina@hotmail.com

La diplomatie africaine et la promotion de la démocratie: L'impact des médias et des réseaux sociaux sur les mouvements politiques au Niger et au Gabon

Le contexte postpandémie Covid-19 et les mutations géopolitiques en cours ont accentué les enjeux liés à la promotion de la démocratie en Afrique. Le Niger et le Gabon ont récemment fait face à des perturbations politiques, notamment des coups d'État, remettant en question les principes démocratiques. Cette communication se penchera sur la manière dont la diplomatie africaine, incarnée par des organisations régionales telles que l'Union africaine (UA) et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), s'efforce de promouvoir la démocratie dans ces contextes spécifiques. Elle analysera également comment les médias traditionnels et les réseaux sociaux ont influencé les mouvements politiques dans ces pays et l'efficacité des actions diplomatiques. Cette communication examinera comment la diplomatie africaine, notamment par le biais des organisations régionales telles que l'Union africaine (UA) et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), influence la promotion de la démocratie au Niger et au Gabon. Elle mettra en lumière comment ces acteurs régionaux s'efforcent de défendre les principes démocratiques dans un contexte politique marqué par des événements tels que les coups d'État et les crises politiques. En outre, cette communication explorera l'impact des médias et des réseaux sociaux sur les mouvements politiques dans ces deux pays. Elle analysera comment les médias traditionnels et les plateformes numériques ont été utilisés pour mobiliser l'opinion publique, coordonner des actions politiques, et influencer le déroulement des événements politiques au Niger et au Gabon. Seront également abordés les défis liés à la désinformation et à la manipulation de l'information dans ce contexte. Cette approche interdisciplinaire permettra de mieux comprendre comment la diplomatie africaine tente de favoriser la démocratie en Afrique tout en tenant compte de l'impact des médias et des réseaux sociaux sur la dynamique politique. Des études de cas spécifiques et des exemples concrets de situations au Niger et au Gabon illustreront ces dynamiques complexes.

HANS GEROLD SORHEL MOUKAGNI MOUKAGNI

Université de Bourgogne/Credespo, France; hmoukagni@gmail.com

Comment les coups d'Etat en Afrique intègrent la nouvelle guerre froide

Le récent coup d'État perpétré au Niger par le CNSP, vient s'ajouter à la liste des 486 coups d'État enregistrés dans le monde depuis 2021. L'Afrique à elle seule a connue 216 coups d'État depuis au moins 1950, dont 108 ont été couronné de succès. La particularité de ces coups d'État résulte de leur fréquence très élevée en période de crise de l'hégémonie. Depuis la nouvelle guerre froide que se livrent les occidentaux et les nouvelles puissances révisionnistes, l'Afrique connaît une hausse de coups d'États très souvent revendiqués par un néo-souverainisme africain hostile à la domination occidentale. Cette étude vise à comprendre comment en période de transition du pouvoir mondial, les régimes politiques en Afrique dont le pouvoir est contesté, s'exposent à un renversement par la force des armes.

JEAN EMMANUEL MINKO

Université de Marouam; jeanemmanuelminko5@gmail.com

Le positionnement de la digitalisation de la violence politique par les clandestins politiques dans la crise sociopolitique anglophone au Cameroun

L'espace public numérique en tant que lieu de continuation et de renouvellement des pratiques sociales, est fortement marqué par la montée en puissance d'une nouvelle catégorie d'acteur qualifiée ici de clandestins politiques-entendus comme la communauté identitaire de la diaspora anglophone. Cette communication se propose d'analyser comment la subjectivation des clandestins politiques participe au renforcement de la digitalisation des violences politiques? Ceci s'explique par le caractère furtif, dynamique et innovant de ces acteurs, renouvelant d'anciennes pratiques ou en développant de nouvelles, dans un contexte où la production des violences politiques en ligne bat son plein à l'ère de la crise sociopolitique anglophone. Le nouveau regard sur cet objet, est porté sur une analyse des acteurs et processus structurants de la numérisation de la violence politique dans l'optique de voir le renforcement de la de la digitalisation violence en ligne par des entrepreneurs qui se révèlent en tant que producteur des e-violences politiques et ce, par un processus de subjectivation. Dans ce sens, il y'a lieu de voir comment la subjectivation-ontologique des clandestins politiques, en tant que communauté anglophone de la diaspora, est un marqueur du renforcement des violences politiques en ligne notamment avec leurs rapports conflictuels avec des internautes identifiables et l'État (partie I) et subjectivité historique de ces clandestins politiques révélant un renforcement de la numérisation des violences politique en temps de crise anglophone (partie II). Ces éléments déterminants de notre travail sont appréhendés par le constructivisme fondé sur des éléments explicatifs et empiriques, sur un matériau ethnographique et nethnographique constitué des récits de vie, examinant de fond en comble les discours violents produits en ligne au Cameroun.

JOSEPH MUNYABENI NYEMBO

Universite Officielle de Bukavu, RDC; munyabeni@gmail.com

L'Afrique dans le monde aujourd'hui: choix difficile entre l'Empire américain et l'Empire russe

Dans cette livraison, nous voulons analyser les facteurs géostratégiques de choix difficile des pays Africains en général et de la RD. CONGO en particulier, entre neutralité ou participation active à la nouvelle guerre froide en cours dans le monde. En effet, le monde entier et l'Afrique en particulier traverse une période difficile. Cependant, la nouvelle guerre froide entre les nouvelles puissances nucléaires et les USA, la guerre en Ukraine, le phénomène WAGNER, etc, ébauchent un horizon d'incertitudes susceptibles de culminer dans une catastrophe mondiale. Face à ce tableau, la RD. CONGO, naturellement victime de l'injustice internationale depuis la conférence de Berlin en 1885, se trouve dans une position dilémique de choix, entre l' Empire AMERICAIN et l'Empire RUSSE, dans la dynamique de la nouvelle guerre froide. En vue d'étayer les évidences qui seront évoquées plu tard dans le cadre de la RD. CONGO, nous adopterons une démarche inductive et déductive, dans une logique démonstrative, de la description à l'explication. "

AMADOU SOULEYMANOU

Université de Douala, Cameroun; souleymanou.amadou@gmail.com

Le multilatéralisme dans la politique africaine de la Chine : sens et puissance (1955-2021)

La présente étude a pour but de mettre en exergue la politique africaine de la Chine et son déploiement dans un cadre multilatéral consensuel. Elle s'articule autour des différentes stratégies et structures à caractère multilatéral mises en place par l'Empire du Milieu, dans le but de se construire une place de partenaire privilégié avec l'Afrique. Dans un contexte de « choc de civilisation », ce dernier a su engranger un capital sympathie qui lui est favorable. S'il existe de nombreux travaux sur les rapports Afrique-Chine, force est de constater que, la dimension multilatérale des échanges entre ces acteurs pris dans leur globalité, depuis la période coloniale, ne fit pas l'objet de beaucoup d'attention. Pour mener à bien cette étude, nous avons mobilisé 2 paradigmes à savoir: le réalisme et théorie de la dépendance. La problématique de cette recherche tourne autour de l'histoire du multilatéralisme dans la politique africaine de la Chine. Elle questionne son évolution, ses variations et la mise en mouvement de ses structures de coopérations multilatérales avec l'Afrique. La méthodologie de recherche utilisée tient compte de la méthode empirique et de la logique inductive dans une perspective transdisciplinaire. L'objectif de ce travail est de montrer préalablement comment et dans quel contexte a pris corps le multilatéralisme chinois en Afrique. Ensuite, de présenter les nouveaux paradigmes de la politique multilatérale de la Chine en Afrique depuis la fin de la bipolarisation du monde. Enfin, de se questionner sur les sens et la puissance du multilatéralisme dans la politique africaine de la Chine.

PASCAL NIYONIZIGIYE

Université du Burundi, Burundi; paniyo2012@gmail.com

L'Afrique face à la « nouvelle guerre froide » : une opportunité de choix alternatif dans la nouvelle grammaire des relations internationales

La configuration actuelle des rapports interétatiques nous fait revivre le souvenir de la guerre froide : les deux anciens Etats communistes qui faisaient face au bloc occidental sous la houlette des Etats-Unis d'Amérique, à savoir l'ancienne Union Soviétique, dont l'actuelle République fédérale de Russie assure la succession, ainsi que la République Populaire de Chine, se coalisent pour proposer une autre alternative à côté du monde occidental qui a failli édifier un système monolithique basé sur la démocratie libérale après la chute du Mur de Berlin, même si l'adversité du moment n'a plus la déclinaison idéologique qui a caractérisé le monde bipolaire d'après la Seconde Guerre mondiale. Une analyse réaliste de cette conjoncture mondiale nous révèle une opportunité alternative face à un monde unilatéral qui a failli phagocytter la diversité du Monde avec la dislocation de l'ex-Union Soviétique: les pays africains, s'armant de stratégies nationales rationnelles pour défendre leurs intérêts vitaux, pourraient renforcer la liberté de choix entre plusieurs propositions de partenariats disponibles dans le Monde actuel. Une bonne prospective du développement ne peut provenir que de l'intersubjectivité des stratégies entre les partenaires en coopération, étant donné que l'appropriation du développement passe par une révolution intelligente. L'objet de cette communication vise la responsabilité d'une pensée qui porte sur le destin de l'Afrique. L'acte de penser doit s'enraciner dans le présent, porter une attention particulière à son milieu archéologique et aux tendances réelles des sociétés, ainsi qu'à leurs expressions les plus concrètes. Un partenariat authentique entre l'Afrique et le reste du monde ne peut émaner que

d'un dialogue sincère et inclusif qui devrait aboutir sur des projets où tous les partenaires en sortiraient gagnants.

DIDIER JULIEN AWONO AMBASSA

Université de Yaoundé 2, Cameroun; didierjason79@gmail.com

*Vers un repositionnement politique de l'Afrique sur la scène internationale :
sombres précurseurs d'une (dé)construction de l'ordre hégémonique à partir la
gestion du conflit anglophone au Cameroun*

La proclamation de l'indépendance de l'État fictif d'Ambazonie en 2018 par les leaders séparatistes radicalise le gouvernement camerounais et plonge la crise anglophone dans un conflit armé entre les parties. A cet effet le nombre de réfugiés et de morts tirent la sonnette d'alarme des instances internationales sur le respect des droits humanitaires par l'État du Cameroun. Face au conseil de sécurité de l'Onu, un débat sur la nécessité d'ingérence humanitaire au Cameroun. Si cette proposition des Etats-Unis se solde par un veto des deux nouveaux partenaires de l'Afrique, une lecture peu naïve de ces prises de position de la Russie vis à vie des pays africains devenues de plus en plus récurrentes augure un projet dans lequel l'Afrique est défini comme un acteur du jeu politique. Au grand malheur des puissances ex colonisatrice. Cette ruse politique de l'État faible dont fait usage le dirigeant camerounais d'associer les géants russe et chinois comme les nouveaux partenaires de la politique étrangère camerounaise active ainsi les luttes d'intérêts entre belligérants. Cette analyse se propose de répondre à la question du comment le Cameroun participe-il à la construction d'un monde bipolaire ? À partir d'une consultation de la presse locale et numérique, des rapports du ministère des relations extérieures camerounais, et d'une revue documentaire sur la politique étrangère, il s'agit de rendre compte des dynamiques cognitives qui structurent les perspectives du repositionnement de l'Afrique sur l'échiquier international.

ZAHIR HADIBI & MUSETTE SAIB MOHAMED

Université de Bejaia & CREAD (Algérie); zahir.hadibi@univ-bejaia.dz

Conflits frontaliers et déplacements forcés en Afrique

Les liens entre les conflits frontaliers en Afrique et des déplacements forcés ne sont pas toujours nets en termes de cause à effet. Il peut y avoir de conflits sans nécessairement provoquer des mouvements migratoires. Les conflits frontaliers sont attribués aux découpages arbitraires de la colonisation de l'Afrique par les puissances occidentales. Ces découpages sont certes à la base des fractures sociétales. Notre argumentaire est développé, sur la base d'une recherche documentaire, en trois temps. Primo, les conditions historiques de formation des frontières africaines sont certes déterminantes mais elles restent insuffisantes pour expliquer la continuation des migrations forcées après les indépendances. Il y a d'autres facteurs qui entrent en jeu. Secundo, il s'agit ainsi de mettre en exergue ces facteurs à la lumière de la gestion des frontières coloniales et des développements ultérieurs. La délimitation des frontières africaines reste un défi, avec seulement le tiers règlementé. Les mouvements migratoires deviennent ainsi libres. Tertio, l'impact des conflits frontaliers en Afrique sur les déplacements forcés est mesurable plus par des mouvements internes que des migrations internationales. Cette réflexion rétablit ainsi les liens entre conflits frontaliers et migrations forcées dans sa juste mesure. Elle relativise la dramatisation des migrations qui serait propre au continent et la culpabilisation permanente de la colonisation des fractures sociétales africaines. Des facteurs exogènes alimentent les tensions sociales et provoquent des migrations forcées, avec tous les effets pervers des crimes transnationales, tels que les trafics des migrants et l'économie

informelle transfrontalière. Les résultats confirment que les frontières africaines sont dans un processus d'appropriation. L'équilibre est bien fragile avec l'ingérence d'acteurs aux intérêts divers et l'évolution dans la nature des conflits.

ANDREEA BIANCA URS

Université Babeş-Bolyai, Cluj, Roumanie; andreea.urs@ubbcluj.ro

Comment parler du mouvement rebelle M23 au milieu d'un conflit sanglant en cours?

Le revirement du Mouvement 23 (M23) met en scène un exemple clair d'enchevêtrement vicieux de groupes armés. Issu d'une ancienne rébellion congolaise tutsi autrefois soutenue par le Rwanda et l'Ouganda, les M23 ont revenu sur la scène meurtrière de l'est de la RDC près de 10 ans après sa disparition officielle. Avec leur retour spectaculaire dans le territoire du Nord-Kivu (RD Congo), tout le monde a son mot à dire: à partir des milices locales jusqu'à la communauté internationale. En l'espace d'un an, tous les autres groupes armés ont disparu de l'espace public, y compris le principal ennemi ADF. Le M23 a attiré toute l'attention nationale et internationale. Dans l'amalgame d'opinions approuvées et non approuvées, comment filtrer les informations pour pouvoir analyser des données réelles? En effet, connus et actifs, le rôle assumé du M23 est de corriger le gouvernement. Plus important encore, les uns et les autres ont diversement repris et interprété les messages, en les rediffusant dans leur propre style, les médias créent ainsi un nouveau storytelling sur ces rebelles recyclés. Comment parler du mouvement rebelle M23 dans le milieu d'un conflit sanglant en cours? Étant donné que les conflits se chevauchent, que se passe-t-il avec les autres problèmes et qu'est-ce qu'ils ont à voir avec le M23? Afin de clarifier la situation du M23 nous pensons qu'une analyse profonde est nécessaire.

ARNOLD NYALUMA MULAGANO avec STEEVE KALUMUNA BASIMANE, SOSTHÈNE MASHAGIRO, ODILE BAPOLISI NDJOVU

Université catholique de Bukavu; nyaluma.mulagano@ucbukavu.ac.cd

Les ressources naturelles de la RDC dans ses rapports avec les nations. Hier, aujourd'hui et demain

1. Hier: Les ressources naturelles de la RDC et la colonisation de l'Afrique
Convoquée pour départager les puissances coloniales sur l'exploitation du territoire congolais, la conférence de Berlin débouchera sur le partage et la colonisation officielle de l'Afrique. Contrairement à d'autres colonies, l'État Indépendant du Congo est placé sous la gestion individuelle du Roi des belges avec un droit d'accès à toutes les puissances de l'époque. L'exploitation des ressources naturelles se déroulera avec une violence inouïe, connue sous le nom de caoutchouc rouge.
2. Aujourd'hui: Les ressources congolaises au cœur des conflits transnationaux
Juste après l'indépendance, les velléités néolibérales vont susciter des sécessions dans les zones minières, notamment au Katanga et Sud-Kasaï. La longue stabilité du Maréchal Mobutu se justifie en échange des ressources offertes gracieusement aux puissances occidentales. La crise chronique qui sévit depuis des décennies dans la partie orientale de la RDC tire sa principale dans l'exploitation des ressources congolaises.
3. Demain: Les ressources de la RDC et l'avenir de l'humanité
Les ressources naturelles de la RDC représentent une solution aux problèmes de la planète. Ses vastes forêts constituent une niche du carbone. Ses ressources hydrauliques et l'ensemble de sa

biodiversité représentent un potentiel incomparable dans la lutte contre le réchauffement climatique.

Par ailleurs, les technologies du futur dépendant en grande partie des minerais du Congo. Le cobalt, le coltan et autres minerais utiles à l'énergie verte se trouvent essentiellement dans le sous-sol congolais. Cette perspective va-elle encore entrainer des nouveaux supplices pour les populations congolaises? Peut-on tirer les leçons du passé pour envisager une exploitation harmonieuse qui prenne en compte les droits des populations congolaises et le besoin de la planète? Telle est la question que se propose d'élucider la présente réflexion.

VALÉRY NTWALI

Lipha-Université Paris-Est Créteil et Cestaf-UBB, France et Roumanie, valeryntwali@gmail.com

La surmilitarisation de l'Est de la RDC au prix de l'impératif de paix: quelles stratégies pour quel résultat dans la neutralisation des groupes armés?

L'Est du Congo est sans nul doute l'épicentre de l'instabilité sécuritaire dans la Région des Grands Lacs africains. Cet espace géographique du Congo est l'endroit de rencontre, de naissance, de fragmentation et de persuasion de plusieurs groupes armés: nationaux et étrangers aux revendications multiples et divergentes (Ntwali et Burume, 2021, p. 30, Kalisa et Rangira, 2005, p.5, Kabaka, 2016, p.3). Chaque groupe armé a presque son agenda mais au-delà des causes multiples de ces conflits, des facteurs économiques et fonciers liés aussi bien à l'exploitation illicite des minerais stratégiques et l'occupation des terres communautaires donnent à cette région le caractère d'une véritable zone grise où se pratique une forme de néocolonialisme économique (Miscoiu et Kenge, 2021, 105). Face à la gravité de l'insécurité, le nombre des victimes qui se comptent en millions de morts, le gouvernement congolais et ses partenaires ont mis en place plusieurs approches restées jusqu'à maintenant sans réponse significative (N'zouluni et Ntwali, p.165, Andrews et Pauc, 2016, p.35, Vircoulon, 2009, p.2). De la force onusien au Congo à l'Etat de siège en plus des alliances militaires et l'intervention armée de l'EAC, l'Est du Congo peine à retrouver la paix recherchée. La multiplicité d'approches sécuritaires a donné lieu à une surmilitarisation de l'Est du Congo aux antipodes des objectifs visés. Qu'est-ce qui peut expliquer ces échecs multiples? Et quel bilan peut-on dressé aujourd'hui de l'Etat de siège et de l'intervention militaire de l'East African Community?

SERGIU MIȘCOIU

Université Babeș-Bolyai, Cluj, Roumanie; miscoiu@yahoo.com

Sécurité régionale dans le contexte de la crise ukrainienne

La Guerre en Ukraine a été déjà abondamment abordée du point de vue de l'impact sur la sécurité des pays de l'Europe centrale et orientale (PECOs). La plupart des recherches se sont concentrées sur le type de réponse des PECO, voire sur des éléments comme le renforcement de la sécurité par l'appel au redéploiement des troupes de l'OTAN dans la région, le soutien et application des sanctions européennes et internationales contre la Russie ou l'adoption des mesures pour combattre la propagande pro-russe. Mais quel est le regard des citoyens de la région sur l'ensemble de ces mesures? Comment les citoyens des PECO perçoivent-ils la nouvelle donne en matière de sécurité? Dans quelle mesure adhèrent-ils à la politique de leurs Etats respectifs et à celle de l'Union Européenne sur la guerre en Ukraine? Ayant comme point de départ des données quantitatives agrégées, nous nous proposons dans cette communication

d'explorer les résultats d'une enquête qualitative de terrain effectuée en Hongrie, Pologne et Roumanie.

SYLVESTRE NOA

Université de Yaoundé 1, Cameroun; sylvestrehoa@gmail.com

L'Afrique au cœur des stratégies de puissance: lecture actualisée à partir du conflit militaire russo-ukrainien

Dans l'histoire récente de l'humanité, l'Afrique s'impose comme une faiseuse de puissances. Dans la montée en puissance de l'Occident depuis au moins la période de la renaissance, l'Afrique a contribué significativement au détriment de ses propres intérêts, et en contrepartie d'un lourd tribut. Pour construire le « nouveau monde », elle y a fourni sa ressource humaine, réduite en servitude. Pour soutenir la révolution industrielle occidentale, elle a été traitée par la colonisation. Malgré la fin de l'esclavage et de la colonisation, elle demeure une pourvoyeuse d'énergies pour la grandeur occidentale. Ne reste-t-elle pas à plusieurs égards, une sphère d'influence occidentale? De fait, cette situation donne des idées à des nations qui sont ouvertement entrées en compétition avec l'Occident. Conscientes de l'apport de l'Afrique à la domination occidentale, ces nations à leur tour activent le levier pour créer un basculement du monde. En d'autres termes, après avoir contribué à ériger l'Occident au firmament de sa puissance et de sa gloire, l'Afrique est aujourd'hui sollicitée pour déclencher son déclin. La guerre en Ukraine et ses retentissements lointains offre le cadre le plus actuel de cet affrontement des desseins des Nations en rivalités de puissance autour de l'Afrique. Profitant de son opération militaire en Ukraine, la Russie intensifie sa coopération avec l'Afrique en guise de deuxième front. Pour fragiliser une hégémonie occidentale séculaire, elle sait bien que son opération militaire en Ukraine ne suffit pas. L'offensive d'une coopération avec l'Afrique consiste alors à casser les rapports privilégiés longtemps entretenus entre le continent africain et le monde occidental. Elle se matérialise par exemple à travers la rude bataille politico-diplomatique observée récemment entre l'Occident et la Russie relative à la participation africaine au deuxième Sommet Russie-Afrique des 27 et 28 juillet 2023 à Saint Pétersbourg.

NETTON PRINCE TAWA

Université Alassane Ouattara, Bouaké, Côte d'Ivoire; nettonprince@yahoo.fr

L'Afrique et l'« opération militaire spéciale » de la Russie en Ukraine

Le 24 février 2022, la Russie a mis à exécution la menace d'une attaque militaire qu'elle faisait planer sur la l'Ukraine depuis la montée en puissance de la volonté de ce pays de rallier le bloc occidental par son adhésion à l'OTAN. Depuis lors, les relations internationales sont en quelque sorte rythmées par cet évènement militaire que le Kremlin a baptisé comme une « Opération militaire spéciale ». Ainsi dans les enceintes des rencontres internationales, les Etats sont-ils appelés à se positionner vis-à-vis de cette actualité; le bloc occidental dont le soutien à l'Ukraine est affirmé, appelant d'autres Etats à condamner ce qu'il qualifie d'« agression russe contre l'Ukraine ». Dans cette veine, on rappellera la tournée africaine du président français et son « incompréhension » de constater l'« incapacité » des Africains à qualifier l'agression dont l'Ukraine serait victime. Dans le sens inverse, la diplomatie russe conduite par son inamovible ministre Sergueï Lavrov parcourt des capitales, tentant de déconstruire les thèses occidentales contre la campagne militaire en question et s'assurer quelques soutiens sur le continent africain. A la vérité, le constat que l'on fait depuis le lancement de l'« Opération militaire spéciale » russe c'est que l'Afrique n'a jamais été aussi convoitée depuis la fin de la guerre froide. C'est cette nouvelle convoitise dont l'Afrique est l'objet dans cette période considérée comme « la

nouvelle guerre froide » qui fait l'objet de la présente communication qui se libelle comme suit: « L'Afrique et l'"Opération militaire spéciale" de la Russie en Ukraine ». Il s'agira dans cette étude de répondre à la question suivante: Quelle lecture peut-on faire du positionnement de l'Afrique à vis-à-vis de l'« Opération militaire spéciale » de la Russie en Ukraine? En tant que relevant des relations internationales, l'étude mobilise l'observation de l'attitude des acteurs internationaux concernés et le recours à la littérature grise sur la question comme méthode pour répondre à la question posée. De la sorte, il est possible d'émettre l'hypothèse suivante: bien qu'on puisse la considérer comme une victime collatérale (I), l'Afrique apparaît comme acteur davantage convoité (II).

FERDINAND MBIRIGI

Université du Burundi, Burundi ; ferdinandmbirigi@gmail.com

L'ambivalence des Etats africains face au différend russo-ukrainien et aux atrocités de masse subséquentes

La Russie a lancé une opération militaire spéciale en Ukraine en février 2022. Les officiels russes prétendent que cette intervention armée s'inscrit dans le cadre de l'exercice du droit de légitime défense et de la protection des populations contre les atrocités de masse. De toute évidence, ce différend reflète l'antagonisme entre les membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique du Nord et la Russie concernant les principes de sécurité en Europe. Elle illustre sans ambages l'émergence d'une nouvelle guerre froide. C'est sans surprise que près de 32 Etats particulièrement intéressés ont déposé des déclarations d'intervention dans l'affaire Ukraine c. Fédération de Russie au titre de l'interprétation de l'article IX et d'autres dispositions de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide de 1948. En l'absence d'unanimité parmi les membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies pour maintenir la paix et la sécurité en Ukraine, l'Assemblée générale des Nations Unies et le Conseil des droits de l'homme ont pu adopter des résolutions sur la situation. Cependant, ces résolutions n'ont pas trouvé l'assentiment de tous les Etats en l'occurrence ceux de l'Afrique. L'attitude des Etats africains à l'aune de leurs positions officielles respectives suscite une curiosité intellectuelle. Basée sur l'analyse des documents officiels, notre contribution entend mettre en exergue l'absence de position homogène et cohérente des Etats africains face au différend russo-ukrainien et aux atrocités de masse subséquentes. Elle démontre que les Etats africains demeurent divisés face aux enjeux planétaires de l'heure. Certains Etats s'affirment comme des fervents défenseurs de l'ordre international et de la primauté des canaux de la diplomatie tandis que d'autres affichent une position ambiguë pour ne pas entacher leurs relations diplomatiques avec les parties à ce différend et leurs alliés.

KOUYATE SOULEYMANE

Ufrica/ Université Felix Houphouët Boigny; kouyatesoul@yahoo.fr

Europa/ Africa relations under the prism of Françafrique: the revolt of « the voiceless »

This study identifies the sources of this new form of anti-françafrique sentiment by focusing on the perceptions that African populations have of this system and determines the political impact on future relations between Africa and Europe and the other powers of the world. More than 60 years after independence, Paris perpetuates the French Empire in another form: Françafrique. A system where official, assumed, claimed mechanisms (military, monetary, diplomatic, cultural...) are mixed with unofficial, often criminal, shadowy logics (role of companies in development, paternalistic attitude of France towards French-speaking African

countries, variable discourse on democracy, support for docile heads of state, destabilization of those considered hostile to the French hold...) This situation is increasingly criticized by a part of the public opinion which dreams today of moving from a submissive relationship to a consensual and voluntary relationship and a balanced partnership between Africa, France and even more so Europe. Indeed, unlike other powers, a new form of commitment and mobilization of anti-French sentiment has developed thanks to social networks, digital media and in places of socialization in the countries. France is accused by an important part of the impatient, radical African population of keeping Africa under the thumb of French neocolonialism. But is this really true? How can French entanglements with the continent be described and classified? Following a socio-anthropological approach, we will first identify the sources of this new form of anti-Francafrica sentiment by focusing on the perceptions that African populations have of this system; we will then show how young Africans have taken to social networks and the streets to get involved and denounce what they consider to be French neo-colonialism; and finally, we will measure the political significance of this new form of anti-Francafrica sentiment on future relations between Africa and Europe and other world powers. The data collection is based on three (3) main methods: documentation, ethnographic observation online (video, photos and written post, "like" and sharing) and survey by interviewing activist circles, intellectuals and youth groups in person and via social networks (whatsapp, facebook and twitter).

AVRAHAM COHEN

Babeş-Bolyai University Cluj-Napoca, Romania; cohen.avi.avi@gmail.com

Sub-Saharan vs. East-European Countries: Comparison by Economic Potential Over 1992 – 2018

This study compares economic potential of Sub-Saharan vs East-European countries. In the vast majority of quantitative studies, GDP or GNI per capita are the most common tools utilized for comparison. However, there are well known deficiencies of GDP and GNI, and therefore a more accurate method is needed for reliable comparison. The concept of economic potential is a recently developed quantitative method which is more accurate, in particular for countries lacking transparency or accurate tools to measure overall economic performance (which GDP and GNI are supposed to measure). We are utilizing Soft Regression modeling tool (based on Fuzzy Information Processing). In order to take advantage of all quantitative data available for variables relevant to our modeling, we apply ranges of values instead of single measurements. The study consists of a cross-national economic model for years: 1992, 2000, 2007, 2014 and 2018, involving data from over 150 countries. The results for each country are expressed as normalized numbers, which are easy to compare to the advanced, high-income economies that are characterized by values of approximately 1 or more (for every year under study). In the study, East European countries are divided into three groups: (1) Russian Federation and its allied countries in Eastern Europe (Belarus, Moldova and Ukraine until 2014), (2) Baltic States, and (3) East European countries which are former members of East European Communist alliance (Poland, Czechia, Slovakia, Hungary, Romania).

Summary of the results: The group of East-European countries and the Baltic States displayed impressive economic performance over the period of 1992 – 2018, and substantially narrowed the gap vs advanced High-Income economies. Russia and its allies have been characterized by low and stagnating economic potential. Sub-Saharan countries have also been characterized by very low (around zero) comparative economic potential throughout the period 1992 – 2018."

POLICARPO GOMES CAOMIQUE

Pan African University, Nigeria; gomespolistar@gmail.com

Sino-African Cooperation and the Challenges of Self-Centred Development in Africa

In recent years, Sino-African cooperation has been the subject of heated debate and scrutiny. On the one hand, some view China's involvement in Africa as an unwanted intrusion that perpetuates a cycle of dependency and exploitation. On the other hand, some argue that China's involvement is a panacea for Africa's underdevelopment and demonstrates China's goodwill toward the global South. This article contends that both perspectives must be reconsidered due to their misunderstanding of Sino-African cooperation's historical and geopolitical context. It provided an alternative framework for understanding Sino-African cooperation, anchored on a critical and nuanced analysis of the historical and geopolitical context. West's skepticism about China's intentions in Africa is not always founded on empirical evidence but rather on a broader fear of the emergence of a new global order in which the West is no longer the dominant player. Messiahnization of China by some African elites is equally problematic, as it obscures the contradictions and complexities of the Sino-African relationship and reduces it to a simplistic binary of angel versus devil. It's concluded that Sino-African cooperation is neither benevolent nor exploitative but rather a pragmatic and mutually beneficial engagement motivated by various economic, political, and strategic interests. It resulted from a changing global order in which new actors such as China seek to assert their influence and shape the contours of global governance.

GEOFFREY NWAKA

Abia State University, Uturu, Nigeria; ginwaka@abiastateuniversity.edu.ng

Towards Decolonizing African History, International Relations and Vision of Development

The paper argues that true independence for Africa will begin with the decolonization of the continent's history and vision about development. It questions the assumption that the removal of colonial administrations during the anti-colonial struggles of the 1950s and 60s amounted to full decolonization. It underscores the need to rethink the unjust traditions and institutions inherited from colonial rule; to challenge the system of viewing Africa through the lens of the West; and to chart a new, historically informed pathway in African international relations that would redress the political marginalization of the continent. Global inequalities today derive largely from the unequal power relations in the way knowledge about development and modernity has historically been developed and applied. African history and knowledge systems have been misrepresented and undervalued because of the undue dominance of Eurocentric mindsets and practices. But the current global economic and environmental crisis, and the widening inequalities between and within nations have exposed flaws in the Western model of knowledge production and development which have been imposed on Africa, but have not served the continent well. There is now renewed interest in alternative development strategies, and a more inclusive development model that is rooted in African values, traditions and realities.

The paper considers the trends and debates in African Studies that seek to restore the distorted image and history of the continent. It reviews the changing trends in African historiography to illustrate how the false image of Africa as a 'dark continent' has progressively been revised and decolonized by different generations of African historians and other Africanists since the 1950s. As Africa now reviews its place in the global system, and considers future possibilities

in its international relations, the challenge is how best to re-center Africa, and strike the right balance between local interests and global perspectives; how to reshape power relations in order to redress current imbalances and inequalities; and how to renegotiate new partnerships with the former colonial powers, as well as with the new global economic powers, especially the USA and China, on the basis of mutual respect, and on terms to ensure that Africa regains control over its politics, and its land, economy and resources.

ESSODINA BAMAZE N'GANI

Sorbonne Université, France; essodinabamaze@gmail.com

L'impératif de libération des femmes africaines sous l'impulsion du mouvement des femmes et du féminisme : « libérer » ou « se libérer » ?

Que l'on considère le féminisme dans ses assises conceptuelles et/ou militantes, ou que l'on observe avec minutie les différents mouvements des femmes de part et d'autre, une constante irrévocable demeure: l'appréhension des femmes comme un « groupe social ». Ceci étant, appréhender les femmes comme un « groupe social » aura entraîné au moins deux implications. L'une d'elles consista à affirmer les femmes comme un groupe humain universellement dominé. Ce dont rend compte le lexique ad hoc dans les termes de l'universalité de la domination masculine. L'autre implication, elle, consistera à mobiliser les énergies à la fois intellectuelles et militantes pour une universelle libération des femmes. Cependant, de par la proportion prise par l'universalité de la libération des femmes, appelant même de vives contestations postcoloniales, de multiples voix discordantes ne se sont pas tues. En exemple, l'émergence du mouvement des femmes et d'un féminisme spécifiquement africains. D'après cela, se déployant dans l'espace du féminisme ainsi que celui du mouvement des femmes, la présente contribution fait l'hypothèse d'un recours aux valeurs endogènes comme perspective idoine d'une véritable libération des femmes Africaines. On observera de même qu'une pareille hypothèse présuppose que l'on tienne pour acquis l'existence d'une conflictualité à l'échelle des femmes elles-mêmes. Cela dit, et au fil de notre analyse, la référence à l'endogène comme horizon inéluctable se révélera caractéristique du sceau de l'Afrique dans le monde.

TONI-GIOVANNI PEGURRI

Université de Lille/CERAPS, France; tonigiovanni.pegurri@univ-lille.fr

Deux manières d'être étranger au village: politiques foncières post-coloniales et construction des identités communautaires en Côte d'Ivoire

Cette proposition de communication s'intéresse à la manière dont l'Etat ivoirien a produit des identités communautaires en milieu rural après son indépendance, en perpétuant le modèle colonial de développement agricole, puis en conditionnant l'accès à la pleine propriété foncière à un critère de nationalité. Il est certes ordinaire que, sur le continent africain, l'appartenance ethnique conditionne les droits d'accès à la terre et à ses ressources. Ce constat est fermement établi par la littérature scientifique, qui y voit une quasi-constante des systèmes coutumiers, dans lesquels l'Etat ne jouerait a priori pas un rôle de premier plan (Lund 2008, Murtazashvili 2021). La présente communication propose néanmoins de renverser la perspective pour montrer, à partir du cas ivoirien, que des droits fonciers différenciés façonnent aussi l'appartenance communautaire.

Dans ce processus, l'Etat ivoirien joue en effet un rôle décisif à deux reprises. Premièrement, dès les années 1960, quand les pouvoirs publics post-coloniaux font le choix maintenir le modèle colonial de migration organisée de travailleurs agricoles vers des fronts pionniers, pour développer le secteur du cacao (Chauveau 2000). Deuxièmement, en 1998, avec la

promulgation de la loi organisant la formalisation des droits fonciers ruraux, qui exclut de la pleine propriété les personnes non-ivoiriennes. Ce faisant, l'Etat ivoirien crée deux communautés d'étrangers au village: l'allogène, migrant transfrontalier non titulaire de la nationalité ivoirienne; et l'allochtone, migrant interne et ivoirien de plein droit. Cette distinction, spécifique au cas ivoirien, impacte profondément les conflits intercommunautaires qui se cristallisent autour du foncier, et participe de la politisation des identités ethniques au cours de la crise politico-militaire des années 2000.

L'analyse présentée ici repose sur des données collectées à l'occasion de quatre terrains de recherche en Côte d'Ivoire, d'une durée cumulée de cinq mois, menés entre novembre 2021 et mai 2023, pour les besoins d'une recherche doctorale.

AIMÉ IGIRANEZA

Université du Burundi, Burundi; igiraneza24@gmail.com

Le rôle des institutions de microfinance dans la fidélisation des Associations Villageoises d'épargne et de crédit des femmes burundaises affectées par la pandémie de COVID-19: Cas de la ville de Bujumbura Mairie

Cet article décrit le rôle important joué par les institutions de microfinance (IMF) dans la fidélisation des membres de ces Associations Villageoises d'Epargne et de Crédit (AVEC) en offrant des opportunités de soutien aux moyens de subsistance et de génération de revenus pendant la situation de covid-19. En effet, des AVEC ont participé à des activités de sensibilisation communautaire et de prévention des infections dans leur communauté. L'étude identifie un mécanisme potentiel par lequel les groupes de femmes peuvent être affectés par les situations de covid-19, avec un accent particulier sur le degré d'implication des IMF pour la rétention de cette cible de la clientèle. La méthodologie de cette étude est basée sur des preuves empiriques recueillies auprès des répondants sélectionnés pour étudier les progrès des AVEC encadrées par les microfinances WISE et CECM dans la mairie de Bujumbura. Les données primaires seront recueillies auprès d'un échantillon des membres des AVEC. Les données secondaires seront recueillies à l'aide de diverses sources telles que des ouvrages scientifiques, des documents de recherche et des articles. La méthode d'échantillonnage de commodité sera utilisée pour sélectionner l'échantillon des AVEC et des répondants membres. Les informations recueillies auprès des répondants seront transmises en utilisant les paramètres suivants: âge, sexe, catégorie, propriété du logement, type de maison, électricité, téléphone/portable, installation sanitaire, source d'eau potable, niveau d'éducation du répondant et informations sur le compte bancaire et la fréquence des transactions bancaires. Ces paramètres sont les principales données qui seront recueillies pour l'analyse. Avec cette étude, nous comptons évaluer le degré d'implication des IMF encadreuses dans la promotion d'habitudes d'accroître l'épargne dans les AVEC féminines; l'augmentation du revenu familial des membres du groupe ; le soutien conjugal, l'esprit de faire face à la pandémie et la promotion de la digitalisation dans les IMF.

MOÏSE TCHINGANKONG YANOU

Université de Yaoundé II, Cameroun; yanoumoise@yahoo.fr

À la recherche de l'identité de la diaspora camerounaise dans l'idée du « vivre ensemble » au pays d'origine

L'engagement de la diaspora camerounaise au pays d'origine et inversement l'interaction de celui-ci avec la diaspora configure un espace de turbulences transnationales dans un

environnement lui-même en prise à des remous identitaires de divers ordres qui donnent sens à l'émergence d'un nouvel énoncé de l'unité au pays d'origine: le « vivre ensemble ».

Il s'agit certainement et davantage d'une résurgence que d'une invention. Une brève historicité du politique de l'unité au Cameroun révèle que l'ère pluraliste ayant suivi l'indépendance en 1960 en a été étroitement marquée. Il se donnait alors à voir dans le projet politique d'unification du Cameroun sous tutelle britannique au Cameroun, ancienne tutelle française, alors indépendant depuis 1960. Ce projet politique atteint son apogée en 1961 avec l'intégration du premier dans le second, à la suite d'un référendum différemment perçu qui consacre un État fédéral du Cameroun à deux États fédérés. L'ère monolithique entamée en 1966 y avait aussi été étroitement marquée. Le projet politique de réunification du Cameroun dans le cadre d'un État unitaire en partant d'une part de la fusion des divergences partisans au sein d'une coalition politique hégémonique, d'autre part de la tentative d'assimilation du groupe linguistique minoritaire conduit à une recomposition des institutions publiques et de l'ordre politique donnant forme à une véritable « politique de l'unité ». L'ère pluraliste contemporaine n'en est pas non plus épargnée. À ses débuts déjà, la transition politique a libéré chez les entrepreneurs politiques du repli identitaire des revendications d'ordre géolinguistique et ethnique visant à orienter à leur profit l'ordre politique en cours d'institutionnalisation. La constitutionnalisation de la diversité, dans le sens du rassemblement des différences, au sein d'un « nous » expression de l'acceptation de l'autre pour un projet collectif multiculturel, institue l'identité nationale au Cameroun en termes d'unité de l'État dans la préservation de sa diversité.

Si la matrice de l'unité structure la formation de l'État au Cameroun, c'est aussi le trait symptomatique d'une « phobie du séparatisme » qui reste prégnant. L'inventivité donc fait preuve une tranche de la société ainsi que des politiques, en termes de stigmatisation de l'autre et de son institution comme ennemi est significatif de cet irrédentisme social, voire aussi politique. Cette tranche peine à se retrouver dans la réforme politico-constitutionnelle de 1996 qui institue une collectivité commune. Elle se positionne au profit d'un individualisme ethno-identitaire qui défie l'imaginaire politique d'une « société divisée », mais unifiée par l'option pour un modèle de centralisation du pouvoir autour de l'exécutif. L'idée du « vivre ensemble » émerge de cette décomposition du social comme une volonté de recréer à partir du désordre une société camerounaise où ledit facteur a toujours été considéré comme une tendance lourde de lecture des transformations et de la résilience de l'identité nationale.

Face à cette matrice de l'unité, quel est la place diaspora? Que porte-t-elle comme référent identitaire? Participe-t-elle d'une dynamique consolidatrice ou reconstructrice de l'État?"

PRISCA ASSIENE

Université de Yaoundé II, Cameroun; assienepisca@gmail.com

Les jeunesses africaines dans les relations internationales avec l'Afrique. Du déclassement au positionnement d'une catégorie politique

L'Afrique depuis des décennies a connu une forte croissance démographique et les jeunes en constitue une part importante. 70 pour cent de la population africaine est jeune. Plusieurs travaux ont marqué leur déclassement dans l'ordre politique en tant que cadets sociaux au service du renforcement de l'ordre dominant. Des lors, avec l'avènement des coups d'état en Afrique francophone, la jeunesse semble être repositionnée à une autre échelle de valeur. Elle constitue un nouvel interlocuteur pour la France Afrique par exemple et joue par ailleurs un rôle majeur de légitimation de ce qui a été qualifié " d'épidémies de putsch" menant aux transitions anticonstitutionnelles. Tenter de saisir la position des jeunes dans cette dynamique

déclassement et repositionnement de la jeunesse dans l' analyse de la politique étrangère africaine constitue le leitmotiv qui accompagnera cette proposition.

NKEKE DELPHINE AJIBADE OLUSEUN

Lancaster University, UK; nkekeya@yahoo.co.uk

The Role of Official Bilingualism and Translation in Nation Building in Cameroon

The nexus between language, national identity, and national unity is often a highly crucial and significant one, which is illustrated by the centrality of linguistic considerations in many nationalist discourses worldwide. As a result of this connection, those seeking to create or build national identities have consistently attempted to do so by formulating and implementing language policies and planning, especially in the wake of independence in most post-colonial African countries. This thesis analyses the role of official bilingualism and translation in nation-building in Cameroon. Of particular interest is how this policy is applied through education, how it influences nation-building, and how it is enhanced. Cameroon is bilingual, but are Cameroonians bilingual? Cameroon represents a complex historical and contemporary context to investigate the role of language policy and nationhood. From independence to the present day, the government of Cameroon has jealously maintained its bilingual language policy with an exceptional choice of English and French to suit the nation-building agenda. In the post-colonial era, efforts have been made of the government's official policy commitment to promote 'nation-building' by improving bilingual practices visible in adopting different language policies. However, in reality, present-day Cameroon still presents increasingly stiff debates about the pitfalls of the official bilingualism policy. Cameroon's language policy is ineffective due to a contradiction between official policy and linguistic practices leading to identity conflicts between Anglophone and Francophone speakers. A new, robust language policy is needed for national integration. To boost the nation-building argument, this thesis also studies the effect of neo-colonial foreign language institutions on nation-building in Cameroon and the role of contemporary social media Cameroonian influencers in the bilingualism-nationhood debate. A broad theoretical framework of post-colonial imperialism, social constructivism, and social networks informs this thesis.

DONALD PETER CHIMANIKIRE

Midlands State University; donchim2000@yahoo.co.uk

Democratic Governance in Africa: the Case of Proportional Representation System

The system of national political communities persists of course, but it is articulated and rearticulated today with complex economic, organizational, administrative, legal and cultural processes and structures that limit and check its efficacy. The operations of states in increasing complex global and regional systems affects both their autonomy and their sovereignty by altering the balance between national, regional and international legal frameworks and administrative practices. Against this background, the nature and prospects of democratic polity need re-examination. The idea of a democratic order can no longer be defended simply as an idea suitable to a particular closed political community or nation-state. We are now compelled to recognize that we live in a complex interconnected world where the extensity, intensity, and impact of issues (economic, political, or environmental) raise questions about where those issues are mostly appropriately addressed.

This paper will review two related issues in African electoral processes: the simple majority system and the proportional representation system. Proportional representation is a method of voting which is designed to reflect as accurately as humanly as possible the interests, opinions, loyalties and aspirations of the community. This system attempts to award seats in the national parliament or legislature in proportion to the number of votes cast. The simple majority system, on the other hand, simply registers a numerical result which attempts to find out whether a larger number of persons supports one group, party or cause rather than the other. Many political scientist have questioned whether this procedure (sometimes called first-past-the -post in horse-racing parlance) really represents the will of the electorate, because it is possible for a party to win 49 percent of the vote but to get no seats. This paper will argue that the proportional system is the most suitable system for Africa, given its multi-cultural and diverse ethnic groups.

KROSSY MAVAKALA

Ecole Régionale postuniversitaire d'Aménagement et de gestion Intégrés de Forêts et Territoires tropicaux (ERAIPT) ; krossymavakala@yahoo.fr

Covid-19 and Bushmeat in Kinshasa: Analysing the link between both through online media in a Lockdown Period

Pendant la période des confinements, il a été difficile de poursuivre sur le commerce et la consommation de la viande de brousse à Kinshasa. Le commerce et la consommation de la viande de brousse en RDC est une activité quotidienne de grande envergure dans la mesure où nos études montrent qu'environ dix-sept provinces sur les vingt-six que compte le pays envoient régulièrement la viande de brousse à Kinshasa. Celle-ci est acheminée dans les différents ports fluviaux des communes périurbaines de la capitale congolaise avant d'être acheminée dans différents marchés, restaurants ou ménages congolais. Pendant la période des confinements, les recherches de ce projet ont été réorientées vers l'analyse des publications par les revues congolaises en ligne afin de vérifier si ces dernières faisaient le lien entre la pandémie à Covid-19 et la consommation de la viande de brousse, dans la mesure où à l'époque on parlait d'un probable lien entre les deux réalités. Les résultats de nos recherches ont évidemment montré que la presse en ligne ne faisait aucun lien entre la covid-19 et la viande de brousse, ce qui pourrait être vue comme un risque ou un frein à la riposte, aux probables pandémies à venir ainsi qu'à la mise en place de nouvelles politiques sanitaires tant sur le plan national, régional qu'à l'international.

DIANA STOICA

University of West Timișoara, Romania; diana.stoica80@e-uvv.ro

Alternative reading on mobility and marginality, from the perspective of pastoralism. The African "philosophy of movement", from Achille Mbembe and beyond.

Departing from Achille Mbembe's views on mobility, identities and the getting out from the colonial darkness, the proposition is to unpack alternative readings on mobility and marginality, from the perspective and in the context of the multiple connections and disruptions that shape the knowledge production in and about Africa. The aim is to link the concepts of mobility and marginality with pastoralism (at a conceptual level) and the philosophy of movement, as differently understood development, in order to explain and express contemporary narratives of African migration, but also of Afro Globalism and the recognition of African philosophy. Considered to be central, besides fundamental issues of the African

Studies, in a frame of indigenous authentic knowledge production, the narratives about migration, Afro Globalism and the re-shaping of an authentic African philosophy have shown themselves capable to direct and represent the perceptions on development's potentials and the actual position of African states in a conceptual mapping of international relations. For this reason, valuing mobility and marginality in the taxonomy of development narratives, centered on people and the philosophy of movement, is mandatory. Besides, this would be clarifying and useful for a reading of all processes and signs that distinguish and mold an authentic African becoming, from the perspectives of the movement, in the context of self-recognition and African Philosophy development. Perceived as a significant pastoral environment, the region of Africa is also considered herein a cradle of ideas and perspectives that form a critical resistance to new imperialisms, under the name of decoloniality, founded on the meanings, roles and endings of mobility. For the construction of this invitation to reading, some selected ideas on topics such as the mobility, marginality, movement and decoloniality, of, particularly, Achille Mbembe, but also Mahmood Mamani, Kwasi Wiredu and interpretations of Sabelo Ndlovu Gatsheni, will be explored in connection with more pragmatic analysis on pastoralist life, culture and experiences.

[FR] Institutions organisatrices

- L'Institut d'Etudes Africaines et la Faculté de Sciences Politiques de l'Université de Bucarest
- Le Centre d'Etudes Africaines et la Faculté d'Etudes Européennes de l'Université Babeş-Bolyai
- Le Centre Ubuntu de l'Université de l'Ouest de Timișoara



Institute of African Studies Bucharest University
Institut d'Études Africaines Université de Bucarest
Institutul de Studii Africane Universitatea București



[EN] Organising institutions:

- The Institute of African Studies and the Faculty of Political Science of the University of Bucharest
- The Center for African Studies and the Faculty of European Studies of the University of Babeş-Bolyai
- The Ubuntu Center of the Western University of Timișoara